

**Art. 8.** Dans l'article 10 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, les mots « la Caisse de répartition » sont remplacés par les mots « l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ».

**Art. 9.** Dans l'article 10bis de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1949 et modifié par les lois des 5 août 1968 et 29 juin 1976, les mots « depuis l'âge de 19 ans » sont supprimés.

**Art. 10.** Dans l'article 11 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 et par la loi du 29 juin 1976, les mots « la Caisse de répartition » sont remplacés par les mots « l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ».

**Art. 11.** Dans l'article 12 de la même loi, les mots « la Caisse de répartition » et « celle-ci » sont respectivement remplacés par les mots « l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales » et « celui-ci ».

#### CHAPITRE II

##### Disposition concernant le financement des pensions

**Art. 12.** L'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales transférera au Trésor un montant de 1,2 milliard de F pour l'année 1987.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987.

**Art. 14.** Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 31 décembre 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 136

Arrêté royal n° 492 contenant des dispositions en faveur de l'emploi

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté trouve son fondement légal dans les articles 1er, 1<sup>o</sup>, c), 6<sup>o</sup>, et 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Les interlocuteurs sociaux ont conclu un accord interprofessionnel concernant principalement la promotion de l'emploi et la formation des revenus. Cet accord prévoit notamment la prolongation des conventions collectives de travail en faveur de l'emploi, conclues en application de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, et des nouvelles négociations en vue de promouvoir l'emploi organisées par la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions spéciales.

Le présent arrêté a pour but d'assurer que la prolongation des conventions collectives de travail précitées soit juridiquement sanctionnable.

**Art. 8.** In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, worden de woorden « de Omslagkas » vervangen door de woorden « de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ».

**Art. 9.** In artikel 10bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 mei 1949 en gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1968 en 29 juni 1976, worden de woorden « sedert de leeftijd van 19 jaar » geschrapt.

**Art. 10.** In artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 en bij de wet van 29 juni 1976, worden de woorden « de Omslagkas » vervangen door de woorden « de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ».

**Art. 11.** In artikel 12 van dezelfde wet worden de woorden « de omslagkas » en « op deze Kas » respectievelijk vervangen door de woorden « de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten » en « aan bedoelde Rijksdienst ».

#### HOOFDSTUK II

##### Bepaling nopens de financiering der pensioenen

**Art. 12.** Voor het jaar 1987 wordt door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten een bedrag van 1,2 miljard F overgedragen aan de Schatkist.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

**Art. 14.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 31 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 136

Koninklijk besluit nr. 492 houdende bepalingen ter bevordering van de tewerkstelling

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen vindt, zijn juridische basis in de artikelen 1, 1<sup>o</sup>, c), 6<sup>o</sup>, en 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

De sociale gesprekspartners hebben een interprofessioneel akkoord gesloten dat vooral handelt over de bevordering van de tewerkstelling en de inkomensvorming. Dit akkoord voorziet ondermeer in de verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomsten ter bevordering van de werkgelegenheid gesloten met toepassing van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds ter aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, en in nieuwe onderhandelingen ter bevordering van de werkgelegenheid zoals ze georganiseerd zijn door afdeling 3 van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Onderhavig besluit heeft tot doel ervoor te zorgen dat de verlenging van bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomsten juridisch afdwingbaar wordt.

Les mesures de modération salariale que le Gouvernement avait prises en 1982 ont été consacrées, à partir de 1983, à une amélioration de l'emploi.

L'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 organise l'utilisation du produit de la modération salariale.

Les entreprises ont dû effectuer une embauche compensatoire et une réduction du temps de travail en 1983 et 1984 produit en application d'une convention collective de travail.

Si de telles conventions n'étaient pas conclues, le produit de la modération salariale devrait être versé au Fonds pour l'emploi. Ces mesures ont été prolongées pour 1985 et 1986 par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales. Cette prolongation se justifiait parce que le rétablissement du système d'indexation au 1er septembre 1983 s'était réalisé sans rattrapage, c'est-à-dire que l'effet obtenu par la limitation de l'indexation introduite par l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations, s'est maintenu.

L'effet de modération salariale obtenu par la limitation de l'indexation s'est poursuivi en 1985 et 1986 et se poursuivra encore ultérieurement.

L'effort d'embauche correspondant à cette modération salariale devra être maintenu pour les années à venir.

Il est donc proposé de prolonger les accords du passé mais, comme cela avait déjà été prévu pour 1985-1986, les secteurs et les entreprises ont la possibilité d'adapter leur convention, en ce qui concerne les modalités d'application, en tenant compte de l'évolution de la situation économique et sociale. Cette adaptation ne peut entraîner une réduction de l'effet sur l'emploi ni sur le temps de travail.

L'effort supplémentaire que le Gouvernement avait demandé par ailleurs aux interlocuteurs sociaux pour 1985 et 1986, dans le cadre de nouvelles négociations en vue de promouvoir l'emploi, organisées par la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985, devra de la même façon être prolongé pour 1987 et 1988.

Les secteurs ou entreprises qui n'avaient pas conclu des conventions précédemment ont la possibilité d'en conclure une pour 1987 et 1988.

Le versement du produit de la modération salariale était requis lorsque les entreprises n'étaient pas liées par une convention collective de travail, conclue en application de l'arrêté royal n° 181. Afin d'éviter la complication administrative entraînée par l'application de cette mesure, il est proposé de remplacer le versement de la modération salariale par un versement forfaitaire au Fonds pour l'emploi, comme c'était déjà le cas pour le versement prévu à défaut de convention conclue en application de la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985.

#### Commentaire des articles

##### CHAPITRE Ier

##### Mesures concernant l'emploi dans la construction

Les trois articles de ce chapitre adaptent l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction, pour les années 1987 et 1988.

Le système en vigueur depuis 1983 est prolongé : les ouvriers de la construction auront droit à six jours de repos complémentaires.

Le texte proposé remplace l'article 2 initial; afin de tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat, le droit aux jours de repos est limité à l'année 1988.

L'article 2 de l'arrêté royal n° 213 a été modifié par l'arrêté royal n° 231 du 21 décembre 1983 et par la loi de redressement du 22 janvier 1985; le texte soumis au Conseil d'Etat est donc maintenu.

##### CHAPITRE II

##### Mesures concernant le maintien de l'emploi

Article 4. Le champ d'application retenu est le même que celui de l'arrêté royal n° 181.

En sont exclues les entreprises de moins de 50 travailleurs qui ont appliqué le régime spécifique pour les petites et moyennes entreprises, organisé par l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi. De mesures concernant le maintien de l'emploi.

#### Commentaar bij de artikelen

##### HOOFDSTUK I

##### Maatregelen betreffende de tewerkstelling in de bouwsector

In de drie artikelen worden voor de jaren 1987 en 1988 aanpassingen aangebracht aan het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren.

Het sinds 1983 van kracht zijnde systeem wordt verlengd : de arbeiders uit de bouwsector zullen recht hebben op 6 bijkomende rustdagen.

De voorgestelde tekst vervangt het oorspronkelijk artikel 2; teneinde rekening te houden met de opmerking van de Raad van State werd het recht op verlofdagen beperkt tot het jaar 1988.

Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 213 werd gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 231 van 21 december 1983 en door de herstelwet van 22 januari 1985; de aan de Raad van State voorgelegde tekst wordt dan ook behouden.

##### HOOFDSTUK II

##### Maatregelen betreffende de handhaving van de tewerkstelling

Artikel 4. Dit hoofdstuk heeft hetzelfde toepassingsgebied als het koninklijk besluit nr. 181.

De ondernemingen met minder dan 50 werknemers die het specifiek stelsel voor de kleine en middelgrote ondernemingen, voorzien door het koninklijk besluit nr. 185 van 30 december 1982 toegepast hebben, worden echter uitgesloten.

L'article 5 prolonge pour deux ans les conventions collectives de travail conclues en application de l'arrêté royal n° 181. Son § 2 prévoit la possibilité de modifier les modalités d'application de ces conventions. Dans ce cas, les dispositions des conventions conclues en dehors d'un organe paritaire devront, de l'appréciation du Ministre de l'Emploi et du Travail, correspondre au moins à celles prévues pour les périodes précédentes.

Son paragraphe 3 permet aux secteurs et aux entreprises qui n'avaient pas conclu de convention conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 181 d'en conclure, une pour 1987 et 1988 qui doit répondre toutefois aux obligations déjà existantes.

Les dispositions du § 3 de l'article 5 ne s'appliquent évidemment pas aux entreprises de moins de cinquante travailleurs, étant donné que si elles n'étaient pas liées par une convention conclue dans le cadre de l'arrêté royal n° 181, le régime de l'arrêté royal n° 185 leur était d'office applicable.

#### CHAPITRE III. — Consolidation des mesures de promotion de l'emploi

Ce chapitre proroge les accords conclus dans le cadre de la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985.

La possibilité de modification des modalités d'application de ces conventions ainsi que la possibilité de conclure une convention pour 1987 et 1988, là où il n'en existait pas, sont également prévues. Ces conventions ne peuvent imposer de nouvelles mesures concernant la durée du travail aux entreprises occupant moins de 10 travailleurs. Cette disposition dérogatoire ne concerne que les conventions collectives de travail conclues en application de l'article 7, § 2 et § 3, c'est-à-dire dans le cadre de la section 3 du chapitre IV de la loi du 22 janvier 1985, et non les conventions collectives de travail conclues en exécution de l'accord interprofessionnel 1987-1988.

L'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle a modifié la réglementation applicable aux travailleurs prépensionnés. Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de prévoir, par le présent arrêté, des dérogations particulières à cette réglementation. La référence à l'arrêté royal du 20 août 1986, a pour seul but d'éviter une possible contradiction entre les deux arrêtés. L'arrêté royal du 20 août 1986 s'appliquera pleinement aux dispositions concernant la prépension contenues dans les conventions prorogées pour 1987 et 1988.

La modification des modalités d'application concerne notamment l'allocation complémentaire prévue par les conventions collectives de travail organisant la prépension. Cette allocation complémentaire pourra donc être modifiée.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions communes aux chapitres II et III

Ce chapitre organise les versements au Fonds pour l'emploi, les dérogations en matière de versement, le contrôle, la surveillance et les sanctions.

Article 8. § 1er. Ce paragraphe prévoit, en cas d'absence de convention collective de travail conclue dans le cadre de l'arrêté royal n° 181, et prolongée pour 1987 et 1988, l'obligation du versement d'un pourcentage de la masse salariale pour les années 1987 et 1988. Ce système de versement avait déjà été appliqué dans le cadre des nouvelles négociations en faveur de l'emploi en 1985 et 1986.

Le paragraphe 2 prolonge pour 1987 et 1988 les dispositions relatives au versement au Fonds pour les années 1985 et 1986. Des entreprises occupant de 10 à moins de 50 travailleurs sont dispensées de l'obligation du versement si elles répondent aux critères prévus à l'article 52, 1° de la loi de redressement du 22 janvier 1985, pour autant qu'elles maintiennent au moins leurs effectifs pendant les années 1987 et 1988.

Article 9. Des dispenses de versement sont prévues pour les entreprises en difficulté ou connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables.

Article 10. La définition d'entreprises en difficulté ou connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables est semblable à celles qui avait été prévues par l'arrêté royal n° 181. Il semble raisonnable qu'une entreprise qui demande à être reconnue comme étant en difficulté ne puisse, en même temps, accorder de nouveaux avantages dans le sens prévu à l'article 6 de l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982.

Artikel 5 verlengt voor twee jaar de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten met toepassing van het koninklijk besluit nr. 181. § 2 voorziet eveneens in de mogelijkheid de toepassingsmodaliteiten van deze overeenkomsten te wijzigen. In dit geval, en voor de overeenkomsten die gesloten zijn buiten een paritair orgaan, zal de Minister van Tewerkstelling en Arbeid ze dienen te beschouwen als zijnde ten minste in overeenstemming met de vroeger bepaalde verplichtingen.

Paragraaf 3 van artikel 5 laat de sectoren en ondernemingen die geen overeenkomst hebben gesloten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 181 toe, voor de jaren 1987 en 1988, een overeenkomst te sluiten die echter moet beantwoorden aan de reeds bepaalde verplichtingen.

De bepalingen van § 3 van artikel 5 zijn uiteraard niet van toepassing op die ondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen, vermits op die ondernemingen, indien zij niet gebonden waren door een overeenkomst gesloten in het kader van het koninklijk besluit nr. 181, het regime van het koninklijk besluit nr. 185 hier ambtshalve van toepassing was.

#### HOOFDSTUK III. — Consolidatie van de maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid

Dit hoofdstuk verlengt de akkoorden gesloten met toepassing van afdeling 3 van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985.

De mogelijkheid tot wijziging van de toepassingsmodaliteiten van deze overeenkomsten, alsook bij ontstentenis hiervan, de mogelijkheid tot het sluiten van een overeenkomst voor de jaren 1987 en 1988, worden eveneens voorzien. Deze overeenkomsten mogen inzake arbeidsduur geen nieuwe maatregelen opleggen aan de ondernemingen die minder dan 10 werknemers tewerkstellen. Deze uitzonderingsbepaling heeft enkel betrekking op de collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten worden in toepassing van artikel 7, § 2 en § 3, t.t.z. in het kader van afdeling 3 van hoofdstuk IV van de wet van 22 januari 1985, doch geldt niet voor de collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten zijn met uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1987-1988.

Het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen heeft de reglementering die van toepassing was op de bruggepensioneerden gewijzigd. Het ligt niet in de bedoeling van de Regering om door onderhavig besluit bijzondere afwijkingen op deze reglementering te voorzien. De verwijzing naar het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 heeft enkel tot doel een mogelijke tegenstrijdigheid tussen de twee koninklijke besluiten te vermijden. Het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 zal volledig van toepassing zijn op de bepalingen inzake bruggpensioen zoals ze vervat zijn in de overeenkomsten die voor de jaren 1987 en 1988 zijn verlengd.

De wijziging van de toepassingsmodaliteiten heeft ondermeer betrekking op de aanvullende vergoeding voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomsten tot regeling van het bruggpensioen. Deze aanvullende vergoeding kan dus gewijzigd worden.

#### HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen van de hoofdstukken II en III

Dit hoofdstuk regelt de stortingen aan het Tewerkstellingsfonds, de afwijkingen, de controle, het toezicht en de sancties.

Artikel 8. § 1. Deze paragraaf voorziet, bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het kader van het koninklijk besluit nr. 181, en verlengd voor de jaren 1987 en 1988, in de stortingsverplichting van een percentage van de loonsom, voor de jaren 1987 en 1988. Dit stortingsstelsel werd reeds toegepast in het kader van de nieuwe onderhandelingen ter bevordering van de tewerkstelling in 1985 en 1986.

Paragraaf 2 voorziet voor de jaren 1987-1988 in de verlenging van de stortingsbepalingen voor de jaren 1985 en 1986. Ondernemingen die 10 tot minder dan 50 werknemers tewerkstellen worden vrijgesteld van stortingsverplichting indien ze beantwoorden aan de criteria voorzien in artikel 52, 1°, van de herstelwet van 22 januari 1985, voor zover ze voor de jaren 1987 en 1988 ten minste hun personeelsbestand handhaven.

Artikel 9. Vrijstelling van deze stortingen werd voorzien voor de ondernemingen in moeilijkheden of voor de ondernemingen die in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeren.

Artikel 10. De definitie van wat moet worden verstaan onder ondernemingen die in moeilijkheden of in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeren, is gelijkaardig aan wat reeds door het koninklijk besluit nr. 181 werd bepaald. Het lijkt redelijk dat een onderneming die vraagt te worden erkend als zijnde in moeilijkheden, terzelfdertijd geen nieuwe voordelen zoals voorzien in artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982, mag toekennen.

L'article 11 concerne la perception des versements par l'O.N.S.S.

L'article 12 prévoit un versement proportionnel pour les employeurs n'ayant respecté que partiellement leurs obligations.

L'article 13 accorde au Roi le pouvoir de régler le mode d'évaluation de l'application des conventions collectives de travail conclues, en application de l'article 5, dans le cadre de l'arrêté royal n° 181.

Les articles 14, 15, 16, 17, 18 et 19 organisent la surveillance et les sanctions.

L'article 20 règle l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires économiques,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Classes moyennes,  
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,  
G. MUNDELEER

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT-

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 9 décembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 492 « contenant des dispositions en faveur de l'emploi », a donné le 16 décembre 1986 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti et au grand nombre de projets qui lui sont soumis simultanément, le Conseil d'Etat limite le présent avis aux observations qui suivent.

#### Fondement légal

L'arrêté en projet, dont la durée de validité est limitée aux années 1987 et 1988, comporte deux groupes de mesures.

Le premier groupe vise spécifiquement l'emploi dans le secteur de la construction (chapitre 1<sup>er</sup> du projet).

Le second groupe concerne la prorogation des conventions collectives de travail pour la promotion de l'emploi qui ont été conclues, d'une part, en exécution de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi (chapitres II et IV du projet) et d'autre part, en exécution des articles 46 et suivants de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales (chapitres III et IV du projet).

Outre la prorogation pure et simple de ces conventions, le projet prévoit une modification éventuelle de leurs modalités d'application, ainsi que la possibilité de conclure de telles conventions dans les secteurs et les entreprises qui n'en avaient pas conclues dans le passé.

L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule vise l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, c), de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986 parce que, selon les déclarations du fonctionnaire délégué, aucun accord interprofessionnel n'a été conclu dans les conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, susvisé. Un accord est, il est vrai, intervenu mais il n'a pas été conclu au sein du Conseil national du travail et n'a pas été rendu obligatoire. Par ailleurs, cet accord se rapportait uniquement aux années 1987 et 1988 (et non pas 1989).

Il n'empêche qu'il conviendrait de viser également l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de la loi du 27 mars 1986 pour le motif - et ce n'est pas le moindre - que la prorogation et la conclusion des C.C.T. visées par le projet sont déterminantes pour l'existence, dans le chef des employeurs concernés, de l'obligation d'effectuer des versements au Fonds pour l'emploi créé par l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 précité.

Artikel 11 betreft de inning van de stortingen door de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

Artikel 12 voorziet in een proportionele storting voor die werkgevers die slechts gedeeltelijk hun verplichtingen zijn nagekomen.

Artikel 13 verleent aan de Koning de macht de wijze waarop de evaluatie van de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten, met toepassing van artikel 5, in het kader van het koninklijk besluit nr. 181, te regelen.

De artikelen 14, 15, 16, 17, 18 en 19 regelen het toezicht en de sancties.

Artikel 20 regelt de inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Vice-Eerste Minister en  
Minister van Economische Zaken,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Minister van Middenstand,  
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris van Middenstand,  
G. MUNDELEER

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 9 december 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 492 « houdende bepalingen ter bevordering van de werkgelegenheid », heeft op 16 december 1986 het volgend advies gegeven :

Gelet op de korte tijd die hem is gelaten en op het aantal ontwerpen die hem werden overgelegd, is het advies beperkt tot wat volgt.

#### Rechtsgrond

Het ontwerp, waarvan de geldingsduur is beperkt tot de jaren 1987 en 1988, bevat twee groepen van maatregelen.

De eerste groep heeft specifiek betrekking op de tewerkstelling in de bouwsector (hoofdstuk I van het ontwerp).

De tweede groep betreft de verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomsten ter bevordering van de werkgelegenheid, gesloten in uitvoering van, enerzijds, het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds der aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling (hoofdstukken II en IV van het ontwerp) en, anderzijds, de artikelen 46 en volgende van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen (hoofdstukken III en IV van het ontwerp).

Het ontwerp voorziet benevens in een loutere verlenging van die overeenkomsten, tevens in een eventuele wijziging van de toepassingsmodaliteiten ervan, alsmede in de mogelijkheid dat dergelijke overeenkomsten worden gesloten in sectoren en ondernemingen die dat in het verleden niet hebben gedaan.

In de eerste aanhefverwijzing wordt artikel 1, 1<sup>o</sup>, c), van de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986 aangehaald, omdat, naar het zeggen van de gemachtigde ambtenaar, geen interprofessioneel akkoord werd gesloten volgens de voorwaarden vermeld in voornoemd artikel 1, 1<sup>o</sup>. Wel werd er een akkoord gesloten doch dit geschiedde niet in de Nationale Arbeidsraad en het werd niet algemeen verbindend verklaard. Daarenboven betrof het akkoord enkel de jaren 1987 en 1988 (en niet 1989).

Desniettegenstaande is het aangewezen ook te verwijzen naar artikel 1, 6<sup>o</sup>, van de wet van 27 maart 1986, niet in het minst omdat het verlengen en het sluiten van de C.A.O.'s waar het in het ontwerp om gaat, determinerend zijn voor het al dan niet bestaan van de verplichting in hoofde van de betrokken werkgevers tot storting in het Tewerkstellingsfonds opgericht bij artikel 4 van voormeld koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982.

Ceci étant dit, l'arrêté en projet s'inscrit dans le cadre des pouvoirs spéciaux que la loi du 27 mars 1986 a attribués au Roi.

#### Examen du texte

##### Intitulé

Dans le texte néerlandais, l'intitulé qui précède le rapport au Roi doit être mis en concordance avec celui du projet proprement dit.

##### Préambule

Sans préjudice de la suggestion qui a été faite ci-dessus lors de l'examen du fondement légal, il y a lieu, à l'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule, de faire également référence à l'article 3, § 2, de la loi de pouvoirs spéciaux.

##### Article 1<sup>er</sup>

Ainsi qu'il est précisé à la page 3 du rapport au Roi et que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, la modification que l'article 1<sup>er</sup> du projet apporte à l'article 2 de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983, concerne uniquement les années 1987 et 1988. Cette précision devrait être inscrite dans le texte même de l'article.

L'article 2 de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 a uniquement été modifié par l'arrêté royal n° 231 du 21 décembre 1983. Il y a lieu d'adapter la phrase liminaire en conséquence.

##### Article 4

A moins que l'intention expresse ne soit de viser une version déterminée d'un texte législatif, sans tenir compte d'éventuelles modifications ultérieures, la référence à ce texte ne doit pas mentionner les modifications. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, il y a lieu, dès lors, de supprimer les mots « modifié par l'arrêté royal n° 216 du 20 octobre 1983 et par les articles 27 à 38 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales ».

Cet article n'a d'ailleurs été modifié que par la loi de redressement du 22 janvier 1985.

La sécurité juridique serait mieux assurée si, pour délimiter le champ d'application du chapitre II, le texte renvoyait purement et simplement à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 plutôt que d'en donner un résumé inadéquat.

##### Article 5

Le paragraphe 2, alinéa 2, de cet article dispose que « la force obligatoire sera demandée pour les conventions collectives de travail conclues à cette fin au sein d'un organe paritaire ».

Telle qu'elle est formulée, cette disposition constitue une modification implicite de l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, selon lequel « la convention conclue au sein d'un organe paritaire peut être rendue obligatoire par le Roi, à la demande de l'organe ou d'une organisation représentée au sein de celui-ci ».

Si, toutefois, il n'entrait pas dans les intentions du Gouvernement de déroger à l'article 28 précité, le texte cité ci-dessus serait mieux inséré dans le rapport au Roi à titre de déclaration d'intention.

Au paragraphe 2, alinéa 3, il y a lieu de mettre le texte néerlandais en concordance avec le texte français.

Le temps fait défaut au Conseil d'Etat pour faire une proposition de texte adéquate, d'autant que le fonctionnaire délégué a déclaré que les termes qui paraissent moins heureux du point de vue juridique, ont été choisis délibérément, pour des motifs d'opportunité.

Les observations précédentes s'appliquent également au paragraphe 3, alinéas 2 et 3, du présent article.

##### Article 7

Il a été communiqué au Conseil d'Etat que les mesures contenues dans l'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, ne sont pas comprises dans la prorogation des C.C.T. conclues en exécution des dispositions de la loi de redressement du 22 janvier 1985 relatives à cet objet.

Cette intention ne ressort pas suffisamment de la formule « Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 20 août 1986... » par laquelle s'ouvre le paragraphe 1<sup>er</sup>.

Les observations formulées au sujet de l'article 5 s'appliquent également au paragraphe 2, alinéas 2 et 3, du présent article. En raison des éléments communiqués par le fonctionnaire délégué, il y a lieu de compléter le début du paragraphe 4 comme suit :

« ...conclues en application des §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, ... »

Hiermee rekening gehouden, past het ontwerp in de bijzondere bevoegdheden welke de wet van 27 maart 1986 aan de Koning heeft toegewezen.

#### Onderzoek van de tekst

##### Opschrift

Het opschrift dat het verslag aan de Koning voorafgaat moet in overeenstemming worden gebracht met dat van het ontwerp.

##### Aanhef

Onverminderd de suggestie die hierboven is gedaan naar aanleiding van het onderzoek naar de rechtsgrond, verwijze men in de eerste aanhefbepaling eveneens naar artikel 3, § 2, van de bijzondere-machtenwet.

##### Artikel 1

Zoals in het verslag aan de Koning op bladzijde 3 wordt verduidelijkt, en door de gemachtigde ambtenaar werd bevestigd, heeft de wijziging welke artikel 1 van het ontwerp aanbrengt aan artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983, enkel betrekking op de jaren 1987 en 1988. Dit dient in de tekst van de artikel te worden geëxpliciteerd.

Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983, werd enkel gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 231 van 21 december 1983. Men passe dienovereenkomstig de inleidende zin aan.

##### Artikel 4

Tenzij het uitdrukkelijk de bedoeling is te verwijzen naar een bepaalde versie van een wettekst, zonder met eventuele latere wijzigingen rekening te houden, dienen bij het verwijzen naar een tekst, de wijzigingen niet te worden vermeld. Men schrappe derhalve in het eerste lid de woorden « gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 216 van 20 oktober 1983 en door de artikelen 27 tot 38 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen ».

Overigens is het bedoelde artikel enkel gewijzigd door de herstelwet van 22 januari 1985.

De rechtszekerheid zou erdoor gediend zijn voor de omschrijving van het toepassingsgebied van hoofdstuk II, te volstaan met de verwijzing naar het bedoelde artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982, eerder dan van laatstgenoemd artikel een gebrekkige samenvatting te geven.

##### Artikel 5

Paragraaf 2, tweede lid, van dit artikel bepaalt dat « voor die in een paritair orgaan met dit doel gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten de bindende kracht zal worden gevraagd ».

Zoals die bepaling is gesteld, vormt ze een impliciete wijziging van artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, volgens hetwelk « de in een paritair orgaan gesloten overeenkomst door de Koning algemeen verbindend kan worden verklaard op verzoek van het orgaan of van een daarin vertegenwoordigde organisatie ».

Mocht echter de Regering niet de bedoeling hebben van voormeld artikel 28 af te wijken, dan kan de tekst beter als een intentieverklaring in het verslag aan de Koning worden ingelast.

In paragraaf 2, derde lid, dient de Nederlandse tekst in overeenstemming te worden gebracht met de Franse.

De tijd ontbreekt om een adequaat tekstvoorstel te doen, te meer daar de gemachtigde ambtenaar heeft medegedeeld dat de uit juridisch oogpunt minder gelukkige bewoordingen bewust om opportu-niteitsredenen zijn gekozen.

Vorenstaande opmerkingen gelden eveneens met betrekking tot paragraaf 3, tweede en derde lid, van dit artikel.

##### Artikel 7

Aan de Raad van State is medegedeeld dat de maatregelen vervat in het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, buiten de verlenging van de C.A.O.'s gesloten ter uitvoering van de desbetreffende bepalingen van de herstelwet van 22 januari 1985. De bedoeling blijkt niet voldoende uit de bewoordingen. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 augustus 1986... », waarmee paragraaf 1 aanvangt.

Met betrekking tot paragraaf 2, tweede en derde lid, zijn de opmerkingen onder artikel 5 van overeenkomstige toepassing.

Ingevolge een mededeling van de gemachtigde ambtenaar, dient paragraaf 4 als volgt te worden vervolledigd :

« ...die gesloten zijn in uitvoering van de §§ 1, 2 en 3, ... »

La formulation du paragraphe 5, alinéa 1er, est peu heureuse du point de vue juridique. Le temps fait défaut au Conseil d'Etat pour faire une proposition de texte adéquate, d'autant que le fonctionnaire délégué a déclaré que cette formulation avait été choisie délibérément, pour des motifs d'opportunité.

#### Article 8

Selon le paragraphe 3, les pourcentages fixés aux paragraphes 1er et 2 du présent article pour le calcul des sommes à payer par les employeurs, peuvent être modifiés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Pour être compatible avec la loi de pouvoirs spéciaux, cette délégation doit être complétée par des critères ou des directives précises.

#### Article 10

Aux termes du 2<sup>e</sup>, la demande de reconnaissance comme entreprise connaissant des circonstances économiques exceptionnelles défavorables, fait l'objet d'une décision prise par le Comité ministériel de coordination économique et sociale.

Il serait plus conforme à la répartition constitutionnelle des pouvoirs si cette décision était confiée au Ministre de l'Emploi et du Travail et au Ministre des Affaires économiques ou au Ministre des Classes moyennes, après délibération au sein du Comité ministériel susvisé.

#### Article 13

Le paragraphe 2 mentionne « les obligations visées au § 1 », alors que ce dernier paragraphe comporte uniquement la délégation au Roi du pouvoir de fixer « la périodicité et le mode d'évaluation de l'application des conventions collectives de travail prévues à l'article 5 ».

Il a été communiqué au Conseil d'Etat que l'arrêté visé par cette disposition, énoncera l'obligation pour les employeurs considérés de produire des attestations périodiques.

Le texte du paragraphe 2 doit être précisé en conséquence.

#### Observation finale

Le projet ne comporte pas de disposition analogue à celle que l'article 21 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 prévoit en matière de prescription.

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;  
M. J. Vermeire et Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;  
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. M. Van Damme, auditeur adjoint.

Le greffier,  
M. Benard.

Le président,  
H. Coremans.

### 31 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal n° 492 contenant des dispositions en faveur de l'emploi

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, c), 6<sup>e</sup>, et l'article 3, § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier

##### Mesures concernant l'emploi dans la construction

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction, complété

De bewoordingen van paragraaf 5, eerste lid, zijn uit juridisch oogpunt minder gelukkig. De tijd ontbreekt om een adequaat tekstvoorstel te doen, te meer daar de gemachtigde ambtenaar heeft meegedeeld, dat die bewoordingen om opportunititsredenen bewust zijn gekozen.

#### Artikel 8

Blijkens paragraaf 3 kunnen de percentages tot berekening van de door de werkgevers te betalen sommen, bepaald in de §§ 1 en 2 van dit artikel, worden gewijzigd door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Om bestaanbaar te zijn met de bijzondere-machtenwet moet deze delegatie worden aangevuld met criteria of preciese richtlijnen.

#### Artikel 10

Luidens het 2<sup>e</sup>, wordt over de aanvraag tot erkenning als onderneming die in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeert, een beslissing genomen door het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie.

Het zou meer in de lijn van de grondwettelijke verdeling der bevoegdheden liggen, mocht die beslissing worden opgedragen aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Economische Zaken of de Minister van Middenstand, na overleg in het vermelde Ministerieel Comité.

#### Artikel 13

In paragraaf 2 is sprake van « de verplichtingen bedoeld in paragraaf 1 », terwijl in deze laatste paragraaf enkel een delegatie aan de Koning voorkomt tot bepaling « van de periodiciteit en de wijze waarop de evaluatie van de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten voorzien in artikel 5 zal gebeuren ».

Aan de Raad van State is meegedeeld dat het bedoeld besluit zal voorzien in de verplichting voor de betrokken werkgevers om periodieke attestaties over te leggen.

De tekst van paragraaf 2 moet dienovereenkomstig worden verduidelijkt.

#### Slotopmerking

Een bepaling in de zin van artikel 21 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 betreffende de verjaring, komt in het ontwerp niet voor.

De kamer was samengesteld uit :

De heer H. Coremans, kamervoorzitter;  
De heer J. Vermeire en Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;  
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Van Damme, adjunct-auditeur.

De griffier,  
M. Benard.

De voorzitter,  
H. Coremans.

### 31 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit nr. 492 houdende bepalingen ter bevordering van de tewerkstelling

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 1<sup>o</sup>, c), 6<sup>e</sup>, en artikel 3, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I

##### Maatregelen inzake tewerkstelling in de bouwsector

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité van het bouwbedrijf ressorteren,

par l'arrêté royal n° 231 du 21 décembre 1983 et modifié par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, est remplacé par le texte suivant :

« Les ouvriers visés à l'article 1er ont droit à quatre jours de repos en 1983 et à six jours de repos pour les années 1984 à 1988. Le Roi fixe, sur avis de la commission paritaire, les dates de ces jours de repos pour les années 1987 et 1988 ».

**Art. 2. § 1er.** Dans l'article 6 du même arrêté, complété par l'article 40 de la loi de redressement du 22 janvier 1985, sont insérés, après l'alinéa 7, les alinéas suivants :

« Pour l'année 1987, la cotisation est égale à 2,6 p.c. du montant, porté à 108 p.c., de la totalité des rémunérations déclarées à l'Office respectivement pour le quatrième trimestre de 1986 et pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 1987 pour les ouvriers visés à l'article 1er. Cette cotisation est perçue chaque trimestre, en même temps que les cotisations de sécurité sociale.

Pour l'année 1988, la cotisation est égale à 2,6 p.c. du montant, porté à 108 p.c., de la totalité des rémunérations déclarées à l'Office respectivement pour le quatrième trimestre de 1987 et pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 1988 pour les ouvriers visés à l'article 1er. Cette cotisation est perçue chaque trimestre, en même temps que les cotisations de sécurité sociale.

§ 2. Dans l'article 9 du même arrêté, modifié par l'article 41 de la loi de redressement du 22 janvier 1985, les mots « pendant les années 1983, 1984, 1985 et 1986 » sont remplacés par les mots « pendant les années 1983 à 1988 ».

**Art. 3.** L'article 10 du même arrêté est complété par le texte suivant :

« ainsi que des versements visés à l'article 8 de l'arrêté royal n° 492 du 31 décembre 1986 contenant des dispositions en faveur de l'emploi ».

#### CHAPITRE II. — Mesures concernant le maintien de l'emploi

**Art. 4.** Le présent chapitre s'applique aux employeurs, établissements, organismes et associations visés à l'article 1er de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi.

Les dispositions du présent chapitre ne sont toutefois pas applicables aux employeurs occupant moins de 50 travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale au 30 juin de l'année 1982 et auxquels s'appliquait le régime de l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi.

**Art. 5. § 1er.** Les dispositions des conventions collectives de travail conclues en application des articles 6, 7 et 8bis de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 sont prorogées pour les années 1987 et 1988.

§ 2. Sans préjudice du § 1er, les modalités d'application des conventions collectives de travail conclues en application des articles 6, 7 et 8bis de l'arrêté royal n° 181, peuvent être modifiées. Ces modifications ne peuvent être apportées que par une convention collective de travail conclue au même niveau qu'initialement.

Les nouvelles modalités d'application des obligations en matière d'emploi et de réduction du temps de travail imposées par les conventions collectives de travail conclues en dehors d'un organe paritaire doivent au moins correspondre à celles prévues initialement. Le Ministre de l'Emploi et du Travail vérifie s'il a été satisfait à cette obligation.

§ 3. A défaut d'une convention collective de travail conclue conformément aux articles 6, 7 et 8bis de l'arrêté royal n° 181, une convention collective de travail peut être conclue, pour les années 1987 et 1988, au sein de l'organe paritaire ou au niveau de l'entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

Cette convention collective de travail doit prévoir une embauche compensatoire nette et une réduction du temps de travail suffisantes. Le Ministre de l'Emploi et du Travail vérifie si cette obligation est réalisée.

§ 4. Les conventions collectives de travail visées aux §§ 2 et 3 doivent être conclues conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. Les conventions conclues au sein d'un organe paritaire doivent être déposées pour le 1er juin 1987 au plus tard. Les conventions conclues en dehors d'un organe paritaire doivent être déposées pour le 1er septembre 1987 au plus tard.

aanvuld door het koninklijk besluit nr. 231 van 21 december 1983 en nadien gewijzigd bij de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, wordt vervangen als volgt :

« De bij artikel 1 bedoelde werklieden hebben voor 1983 recht op vier rustdagen en voor de jaren 1984 tot 1988 op zes rustdagen. De Koning bepaalt, na advies van het paritair comité, de data waarop deze rustdagen in 1987 en 1988 dienen genomen te worden ».

**Art. 2. § 1.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, aanvuld door artikel 40 van de herstelwet van 22 januari 1985, worden na het zevende lid, volgende leden ingevoegd :

« Voor het jaar 1987 is de bijdrage gelijk aan 2,6 pct. van het op 108 pct. gebrachte bedrag van alle lonen die bij de Rijksdienst zijn aangegeven met betrekking tot de in artikel 1 bedoelde werklieden, en dit respectievelijk voor het vierde kwartaal van 1986 en voor het eerste, tweede en derde kwartaal van 1987. Deze bijdrage wordt per kwartaal, samen met de sociale-zekerheidsbijdragen, geïnd.

Voor het jaar 1988 is de bijdrage gelijk aan 2,6 pct. van het op 108 pct. gebrachte bedrag van alle lonen die bij de Rijksdienst zijn aangegeven met betrekking tot de in artikel 1 bedoelde werklieden, en dit respectievelijk voor het vierde kwartaal van 1987 en voor het eerste, tweede en derde kwartaal van 1988. Deze bijdrage wordt per kwartaal, samen met de sociale-zekerheidsbijdragen, geïnd.

§ 2. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 41 van bovengenoemde herstelwet, worden de woorden « gedurende de jaren 1983, 1984, 1985 en 1986 » vervangen door de woorden « gedurende de jaren 1983 tot en met 1988 ».

**Art. 3.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aanvuld als volgt :

« alsook van de stortingen bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 492 van 31 december 1986 houdende bepalingen ter bevordering van de tewerkstelling ».

#### HOOFDSTUK II. — Maatregelen betreffende de handhaving van de tewerkstelling

**Art. 4.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers, instellingen, organisaties en verenigingen bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds ter aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling.

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn echter niet van toepassing op de werkgevers die minder dan 50 werknemers aangegeven hebben op 30 juni 1982 bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid en waarop het stelsel, voorzien door het koninklijk besluit nr. 185 van 30 december 1982 houdende de organisatie, voor de kleine en middelgrote ondernemingen van een specifiek stelsel voor de aanwending van de loonmatiging voor de tewerkstelling, toepasselijk was.

**Art. 5. § 1.** De bepalingen van de met toepassing van de artikelen 6, 7 en 8bis van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten worden verlengd voor de jaren 1987 en 1988.

§ 2. Onverminderd de § 1 kunnen de toepassingsmodaliteiten van de collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten zijn met toepassing van de artikelen 6, 7 en 8bis van het koninklijk besluit nr. 181 worden gewijzigd. Deze wijzigingen kunnen slechts geschieden door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op hetzelfde niveau als oorspronkelijk het geval was.

De nieuwe toepassingsmodaliteiten van de verplichtingen inzake tewerkstelling en arbeidstijdsverkorting die opgelegd zijn door collectieve arbeidsovereenkomsten welke gesloten zijn buiten een paritair orgaan, dienen ten minste in overeenstemming te zijn met de vroegere verplichtingen. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid onderzoekt of aan deze verplichting is voldaan.

§ 3. Bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst die werd gesloten overeenkomstig de artikelen 6, 7 en 8bis van het koninklijk besluit nr. 181, kan er een collectieve arbeidsovereenkomst worden gesloten voor 1987 en 1988 in het paritair orgaan of in de schoot van de onderneming of van een groep ondernemingen.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet voorzien in voldoende netto-compenserende indienstnemen en een verkorting van de arbeidstijd. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid onderzoekt of aan deze verplichting is voldaan.

§ 4. De collectieve arbeidsovereenkomsten bedoeld in §§ 2 en 3 moeten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités gesloten worden. De overeenkomsten gesloten in een paritair orgaan moeten worden neergelegd tegen uiterlijk 1 juni 1987. De overeenkomsten gesloten buiten een paritair orgaan moeten worden neergelegd uiterlijk op 1 september 1987.

CHAPITRE III. — *Consolidation des mesures de promotion de l'emploi*

Art. 6. Le présent chapitre s'applique aux employeurs, établissements, organismes et associations visés à la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

Art. 7. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de préension conventionnelle, les dispositions de conventions collectives de travail conclues en application de la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et se rapportant aux mesures prévues à l'article 49, littéra a à g de cette même loi, sont prorogées pour les années 1987 et 1988.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du § 1er, les modalités d'application des conventions collectives de travail conclues en application de la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985, peuvent être modifiées. Ces modifications ne peuvent être apportées que par une convention collective de travail conclue au même niveau qu'initialement.

Les nouvelles modalités d'application des obligations prévues par les conventions collectives de travail conclues en dehors d'un organe paritaire doivent au moins correspondre à celles prévues initialement. Le Ministre de l'Emploi et du Travail vérifie s'il a été satisfait à cette obligation.

§ 3. A défaut d'une telle convention collective de travail conclue pour les années 1985 et 1986, une convention collective de travail peut être conclue pour les années 1987 et 1988 dans l'organe paritaire ou au sein d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

§ 4. Les dispositions des conventions collectives de travail conclues en application des §§ 1er, 2 et 3, ne peuvent avoir pour effet d'imposer de nouvelles obligations concernant la réduction, le partage ou l'aménagement du temps de travail aux entreprises occupant moins de 10 travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale pour le quatrième trimestre de l'année précédente, que de l'accord de l'employeur.

§ 5. La convention collective de travail visée aux §§ 2 et 3 doit être conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et doit répondre aux conditions prévues à la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985. Le Ministre de l'Emploi et du Travail vérifie s'il a été satisfait à ces obligations.

Les conventions conclues par un organe paritaire doivent être déposées le 1er juin 1987 au plus tard. La force obligatoire sera demandée pour ces conventions.

Les conventions conclues en dehors d'un organe paritaire doivent être déposées le 1er septembre 1987 au plus tard.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes aux chapitres II et III*

Art. 8. § 1er. Les employeurs qui ne sont liés, ni par la convention collective de travail, conclue par un organe paritaire, prévue à l'article 5 et rendue obligatoire par arrêté royal ni, à défaut d'une telle convention, par une convention conclue au sein d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises comme prévu à l'article 5, sont tenus d'effectuer en 1987 et 1988 un versement à un compte spécial du Fonds pour l'emploi correspondant à 2,4 p.c. de la masse salariale, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale, déclarée à l'Office national de sécurité sociale respectivement pour 1986 et 1987.

§ 2. Les employeurs qui ne sont liés, ni par la convention collective de travail conclue par un organe paritaire, prévue à l'article 7 et rendue obligatoire par arrêté royal ni, à défaut d'une telle convention, par une convention conclue au sein d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises comme prévu à l'article 7, sont tenus d'effectuer en 1987 et 1988 un versement à un compte spécial du Fonds pour l'emploi correspondant à 1,8 p.c. de la masse salariale, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale, déclarée à l'Office national de sécurité sociale respectivement pour les années 1986 et 1987.

Toutefois, la dispense de versement leur est accordée s'ils répondent aux critères prévus à l'article 52, 1<sup>o</sup>, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 et pour autant qu'ils maintiennent, en 1987 et 1988, au moins le nombre de travailleurs prévus par cet article 52, 1<sup>o</sup>.

§ 3. Le pourcentage visé au § 1er peut être modifié par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, en tenant compte des éléments de formation des salaires.

HOOFDSTUK III. — *Consolidatie van de maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid*

Art. 6. Dit hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers, instellingen en verenigingen, bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Art. 7. § 1. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, worden de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten met toepassing van afdeling 3 van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, en die betrekking hebben op het artikel 49, littéra a tot g van deze wet, verlengd voor de jaren 1987 en 1988.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van de § 1 kunnen de toepassingsmodaliteiten van de collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten zijn met toepassing van afdeling 3 van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985, worden gewijzigd. Deze wijzigingen kunnen slechts geschieden door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op hetzelfde niveau als oorspronkelijk het geval was.

De nieuwe toepassingsmodaliteiten van de verplichtingen die voorzien zijn door collectieve arbeidsovereenkomsten die worden gesloten buiten een paritair orgaan, moeten ten minste overeenstemmen met de vroeger bepaalde verplichtingen. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid onderzoekt of aan deze verplichting is voldaan.

§ 3. Bij ontstentenis van dergelijke collectieve arbeidsovereenkomst die voor de jaren 1985 en 1986 werd gesloten, kan er een collectieve arbeidsovereenkomst worden gesloten voor de jaren 1987 en 1988 in het paritair orgaan of in de schoot van een onderneming of groep van ondernemingen.

§ 4. Tenzij de werkgever hiermee akkoord gaat, mogen de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten, die gesloten zijn met toepassing van de §§ 1, 2 en 3, niet voor gevolg hebben dat nieuwe verplichtingen worden opgelegd betreffende de verkorting, de verdeling of de aanpassing van de arbeidstijd, voor de ondernemingen die minder dan 10 werknemers tewerkstellen die worden aangegeven aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid voor het vierde kwartaal van het voorgaande jaar.

§ 5. De collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in §§ 2 en 3 moet overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, gesloten worden en dient te beantwoorden aan de voorwaarden voorzien in afdeling 3 van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid onderzoekt of aan deze verplichtingen is voldaan.

De overeenkomsten gesloten in een paritair orgaan moeten uiterlijk op 1 juni 1987 neergelegd worden. De bindende kracht zal worden gevraagd voor deze overeenkomsten.

De overeenkomsten gesloten buiten een paritair orgaan moeten uiterlijk op 1 september 1987 neergelegd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen van de hoofdstukken II en III*

Art. 8. § 1. De werkgevers die noch gebonden zijn door een door de Koning algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 5, en bij gebrek van dergelijke overeenkomst, noch door een overeenkomst gesloten in de schoot van een onderneming of een groep van ondernemingen zoals voorzien in artikel 5, moeten in 1987 en 1988 op een bijzondere rekening van het Tewerkstellingsfonds een som storten die overeenstemt met 2,4 pct. van de aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven loonsom verhoogd met de werkgeversbijdrage van sociale zekerheid voor respectievelijk 1986 en 1987.

§ 2. De werkgevers die noch gebonden zijn door een door de Koning algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld in artikel 7, en bij gebrek van dergelijke overeenkomst, noch door een overeenkomst gesloten op het niveau van een onderneming of van een groep van ondernemingen zoals voorzien in artikel 7, moeten in 1987 en 1988 op een bijzondere rekening van het Tewerkstellingsfonds een som storten die overeenstemt met 1,8 pct. van de aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven loonsom verhoogd met de werkgeversbijdrage van sociale zekerheid voor respectievelijk 1986 en 1987.

Vrijstelling van storting zal echter toegekend worden indien zij beantwoorden aan de criteria voorzien in artikel 52, 1<sup>o</sup>, van de herstelwet van 22 januari 1985 en voor zover zij voor de jaren 1987 en 1988 ten minste hetzelfde aantal werknemers bedoeld in dit artikel, tewerkstellen.

§ 3. Het percentage bedoeld in § 1 kan door de Koning worden gewijzigd bij een in Ministerraad overlegd besluit rekening houdend met de elementen van de loonvorming.



§ 4. Les versements visés aux §§ 1er et 2 devront s'effectuer endéans les mêmes délais que ceux prévus pour le paiement des cotisations de sécurité sociale pour respectivement le quatrième trimestre 1987 et le quatrième trimestre 1988.

§ 5. Les versements visés aux §§ 1er et 2 sont assimilés aux cotisations de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et les dispositions pénales, le contrôle, la détermination du juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'action en justice, le privilège et la communication du montant de la créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

Art. 9. § 1er. Sont dispensés des versements prévus à l'article 8 :

— les employeurs des entreprises liés par les conventions collectives de travail prévues aux articles 5 et 7, dont l'entreprise pourra être considérée comme étant en difficulté au sens de l'article 10, 1<sup>o</sup>;

— les employeurs des entreprises connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables au sens de l'article 10, 2<sup>o</sup>.

§ 2. Sont dispensés du versement prévu à l'article 8, § 2, les employeurs occupant moins de 10 travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale pour le quatrième trimestre de l'année 1984.

Art. 10. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> entreprises en difficulté : celles qui, à leur demande, auront été déclarées en difficulté par le Ministre de l'Emploi et du Travail, pour les motifs que leurs résultats nets avant impôts, augmentés des amortissements, sont négatifs pour l'année précédente et que leurs résultats des exercices relatifs aux deux années précédentes présentent une perte.

Toutefois, les demandes des entreprises qui ont accordé des avantages nouveaux en contravention avec l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations ou qui, à partir du 1er janvier 1987, accordent des avantages nouveaux autres que ceux prévus par une convention collective de travail conclue par un organe paritaire, ne pourront être prises en considération.

Est considéré comme nouvel avantage toute augmentation de rémunération, tout nouvel avantage pécuniaire ou en nature sous quelque forme que ce soit, qu'il soit accordé en application d'une convention collective de travail, d'une convention individuelle, d'un accord entre employeurs et travailleurs ou d'une décision unilatérale de l'employeur.

Toutefois, la réduction du temps de travail, les augmentations résultant de la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation, les augmentations barémiques antérieurement prévues et conformes aux prescrits de l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 et les augmentations découlant d'une promotion normale ou d'un changement individuel de catégorie ne sont pas considérées comme nouvel avantage.

2<sup>o</sup> entreprises qui connaissent des circonstances économiques exceptionnellement défavorables : celles qui, à leur demande, seront reconnues comme telles par le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires économiques ou, lorsqu'il s'agit d'entreprises occupant moins de 50 travailleurs, par le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Classes moyennes, après concertation au sein du Comité ministériel de coordination économique et sociale.

Art. 11. L'Office national de sécurité sociale est chargé, selon les modalités fixées par le Roi, de la perception et du recouvrement des sommes dues par l'employeur, ainsi que du transfert de celles-ci à un compte spécial du Fonds pour l'emploi.

Le Roi fixe les modalités de liquidation des dépenses du Fonds.

Art. 12. Les employeurs qui n'ont pas ou pas entièrement respecté les obligations prévues par les conventions visées aux articles 5 et 7 versent à un compte spécial du Fonds pour l'emploi un pourcentage du montant visé à l'article 8, proportionnel à la partie des obligations non réalisées, au plus tard à la fin du premier semestre suivant celui au cours duquel les obligations devraient être respectées. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de calcul de ce pourcentage.

Art. 13. § 1er. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la périodicité et le mode d'évaluation de l'application des conventions collectives de travail prévues à l'article 5.

§ 4. De in de §§ 1 en 2 bedoelde stortingen moeten geschieden binnen dezelfde termijnen als de betaling van de sociale zekerheidsbijdragen voor respectievelijk het vierde kwartaal 1987 en het vierde kwartaal 1988.

§ 5. De in §§ 1 en 2 bedoelde stortingen worden gelijkgesteld met sociale zekerheidsbijdragen, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de aanwijzing van de bevoegde rechter in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de instelling belast met de inning en de invordering van de bedragen.

Art. 9. § 1. Van de in artikel 8 bedoelde stortingen worden vrijgesteld :

— de werkgevers van de ondernemingen gebonden door de in de artikelen 5 of 7 voorziene collectieve arbeidsovereenkomst, wier onderneming kan worden beschouwd als een onderneming in moeilijkheden in de zin van artikel 10, 1<sup>o</sup>;

— de werkgevers die in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeren in de zin van artikel 10, 2<sup>o</sup>.

§ 2. Van de in artikel 8, § 2, bedoelde storting worden vrijgesteld de werkgevers die minder dan 10 werknemers tewerkstellen die worden aangegeven aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid voor het vierde kwartaal van het jaar 1984.

Art. 10. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> ondernemingen in moeilijkheden : die welke, op hun verzoek, door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, zullen worden erkend als ondernemingen in moeilijkheden, omdat hun nettoresultaten vóór aftrek van belastingen, verhoogd met de afschrijvingen, negatief zijn voor het vorige jaar en hun resultaten van de twee vorige dienstjaren een verlies vertonen.

De verzoeken van de ondernemingen die, in overtreding met het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging, nieuwe voordelen hebben toegekend, of die vanaf 1 januari 1987 nieuwe voordelen toekennen, andere dan deze die voorzien zijn in collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in een paritair orgaan, kunnen niet in aanmerking genomen worden.

Wordt als een nieuw voordeel beschouwd, iedere loonsverhoging, ieder nieuw voordeel, geldelijk of in natura, in om het even welke vorm, die worden toegekend ter uitvoering van een individuele of collectieve arbeidsovereenkomst, of door een akkoord tussen werkgevers en werknemers of door een eenzijdige beslissing van de werkgever.

Worden echter niet als nieuw voordeel beschouwd : de verkorting van de arbeidsduur, de loonsverhogingen die resulteren uit de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, de loonschaalverhogingen reeds voorzien en die in overeenstemming zijn met de voorschriften van het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 en de loonsverhogingen die het gevolg zijn van een normale bevordering of van een individuele verandering van categorie.

2<sup>o</sup> ondernemingen die in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeren : die welke op hun verzoek door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Economische Zaken, of indien het een onderneming van minder dan 50 werknemers betreft, door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister voor de Middenstand, als dusdanig worden erkend, na overleg in het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie.

Art. 11. De Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid wordt, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten, belast met de inning en de invordering van de door de werkgever verschuldigde bijdragen, alsook met de overdracht daarvan op een speciale rekening van het Tewerkstellingsfonds.

De Koning bepaalt de wijzen van vereffening van de uitgaven van het Fonds.

Art. 12. De werkgevers die de verplichtingen bepaald bij de in de artikelen 5 en 7 bedoelde overeenkomst niet of niet helemaal zijn nagekomen, storten een percentage van het in artikel 8 bedoelde bedrag, dat evenredig is aan het deel van de verplichtingen dat niet is verwezenlijkt, op een speciale rekening van het Tewerkstellingsfonds en dit ten laatste op het einde van het eerste semester volgende op dat tijdens hetwelk de verplichtingen moesten worden nageleefd. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de berekeningsmodaliteiten van dit percentage.

Art. 13. § 1. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de periodiciteit en de wijze waarop de evaluatie van de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten voorzien in artikel 5 zal gebeuren.

§ 2. L'employeur qui n'a pas rempli les obligations prévues en exécution du § 1er, est considéré comme n'étant pas lié par une convention collective de travail, pour l'application du présent arrêté.

Art. 14. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Roi surveillent l'application du présent arrêté et des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

Ils sont compétents pour rechercher et constater les infractions visées à l'article 16, par procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal doit, à peine de nullité, être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours de la constatation de l'infraction.

Art. 15. Indépendamment de leur droit de dresser procès-verbal, les fonctionnaires et agents visés à l'article 14 ont le droit de donner des avertissements ou de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle.

Art. 16. § 1er. L'employeur, ses préposés ou mandataires, qui n'effectuent pas les versements au Fonds pour l'emploi dans les conditions et selon les modalités prévues par le présent arrêté ou par ses arrêtés d'exécution, sont punis d'une amende de 26 à 500 F.

§ 2. Sans préjudice des dispositions des articles 269 à 274 du Code pénal, est punie d'une amende de 26 à 500 F toute personne qui met obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent arrêté.

§ 3. En cas de récidive dans les 5 ans à compter de la condamnation antérieure, la peine pourra être portée au double du maximum prévu aux §§ 1er et 2.

§ 4. Le juge qui prononce la peine à charge de l'employeur, de ses préposés ou de ses mandataires qui n'ont pas effectué les versements au Fonds ou qui ne les ont pas effectués dans les délais fixés, condamne d'office l'employeur à payer à l'organisme chargé de la perception des versements le montant des versements arriérés, des majorations de versements et des intérêts de retard non encore versés à cet organisme au moment du jugement.

Art. 17. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 18. L'action publique résultant des infractions aux dispositions du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution se prescrit par trois ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Art. 19. Toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent arrêté.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987.

Art. 21. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril-Espagne, le 31 décembre 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires économiques,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Classes moyennes,  
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,  
G. MUNDELEER

§ 2. De werkgever die de verplichtingen, voorzien in uitvoering van § 1 niet is nagekomen, wordt voor de toepassing van dit besluit geacht niet gebonden te zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 14. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, houden de met dit doel door de Koning aangewezen ambtenaren en beambten toezicht op de toepassing van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Zij zijn bevoegd om de inbreuken bedoeld bij artikel 16 op te sporen en vast te stellen door middel van een proces-verbaal dat bewijskracht heeft tot bewijs van het tegendeel.

Op straffe van nietigheid moet een afschrift van het proces-verbaal ter kennis van de overtreder worden gebracht binnen veertien dagen na de vaststelling van de overtreding.

Art. 15. Behalve hun recht om proces-verbaal op te stellen, hebben de in artikel 14 bedoelde ambtenaren en beambten het recht om waarschuwingen te geven, of een termijn te stellen waarbinnen de overtreder zich in regel kan stellen.

Art. 16. § 1. De werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die geen stortingen doen aan het Tewerkstellingsfonds onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten welke in dit besluit of in de uitvoeringsbesluiten ervan bepaald zijn, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 500 F.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, wordt gestraft met een geldboete van 26 tot 500 F al wie het krachtens dit besluit geregelde toezicht verhindert.

§ 3. Bij herhaling binnen de vijf jaar te rekenen vanaf de vorige veroordeling kan de straf worden opgevoerd tot het dubbele van deze voorzien bij de §§ 1 en 2.

§ 2. De rechter die de straf uitspreekt ten laste van de werkgever, zijn aangestelden of zijn lasthebbers die de stortingen aan het Fonds niet hebben betaald of niet betaald hebben binnen de vastgestelde termijnen, veroordeelt ambtshalve de werkgever tot betaling, aan de instelling die met de inning van de stortingen belast is, van de achterstallige stortingen, de stortingsopslagen en verwijlinteressen die op het tijdstip van het vonnis nog niet aan die instelling zijn gestort.

Art. 17. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld.

Art. 18. De publieke rechtsvordering wegens overtreding van de bepalingen van dit besluit en van de ter uitvoering hiervan genomen besluiten verjaart door verloop van drie jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

Art. 19. Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de bij dit besluit bepaalde misdrijven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

Art. 21. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril-Spanje, 31 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economische Zaken,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Minister van Middenstand,  
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,  
G. MUNDELEER